



comité
de bassin
rhône méditerranée

**COMITE DE BASSIN
SEANCE DU 3 MARS 2023**

EXTRAITS CONFORMES DES DELIBERATIONS

COMITE DE BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

SEANCE DU 3 MARS 2023

EXTRAITS CONFORMES DES DELIBERATIONS

DELIBERATION N° 2023-1

AVIS CONFORME DU COMITE DE BASSIN SUR L'ENONCE DU 11EME PROGRAMME
MODIFIE

COMITE DE BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

SEANCE DU 3 MARS 2023

DELIBERATION N° 2023-1

**AVIS CONFORME DU COMITE DE BASSIN SUR L'ENONCE DU 11EME
PROGRAMME MODIFIE**

Le comité de bassin Rhône-Méditerranée, délibérant valablement,

Vu le code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 22 octobre 2007 relatif aux circonscriptions des agences de l'eau,

Vu l'arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11^{ème} programme d'intervention des agences de l'eau, modifié par l'arrêté du 10 janvier 2023,

Vu l'arrêté du 24 juin 2022 modifiant l'arrêté du 13 mars 2019 modifié, autorisant un relèvement du plafond de dépenses à hauteur de +22M€ pour l'année 2022 pour l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse en vue de la mise en place d'un plan de résilience,

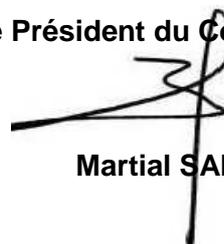
Vu la délibération 2021-36 relative à l'énoncé du 11^{ème} programme d'intervention révisé de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse,

Vu la délibération n°2022-15 du 15 décembre 2022 du conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse émettant un avis favorable sur le projet d'énoncé du 11^{ème} programme d'intervention révisé de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (2019- 2024) (modification du plafond pluriannuel de dépenses) et proposant de le soumettre à l'avis conforme des comités de bassins Rhône-Méditerranée et de Corse,

Vu le rapport présenté par le Directeur général de l'agence de l'eau,

DONNE UN AVIS CONFORME sur le projet de délibération portant sur la révision de l'énoncé du 11^{ème} programme d'intervention modifié de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Le Président du Comité de bassin,



Martial SADDIER

MODIFICATION DE L'ENONCE DU 11EME PROGRAMME

- AUGMENTATION DU PLAFOND DE DEPENSES DU 11EME PROGRAMME
- INTEGRATION DU FONDS VERT DANS LE 11EME PROGRAMME

Le conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, délibérant valablement,

Vu le code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 22 octobre 2007 relatif aux circonscriptions des agences de l'eau,

Vu la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse modifiée par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu l'arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11^{ème} programme d'intervention des agences de l'eau, modifié par l'arrêté du 10 janvier 2023,

Vu la délibération n°2021-36 du 16 décembre 2021 relative à l'énoncé du 11^e programme d'intervention révisé de l'agence de l'eau, modifiée par la délibération n°2022-9 du 30 juin 2022,

Vu la délibération n° 2023-XX du comité de bassin de Corse du 14 février 2023 donnant un avis conforme au projet de délibération portant sur la révision de l'énoncé du 11^{ème} programme modifié,

Vu la délibération n°2023-XX du comité de bassin Rhône-Méditerranée du 3 mars 2023 donnant un avis conforme au projet de délibération portant sur la révision de l'énoncé du 11^{ème} programme modifié,

Vu le rapport du Directeur général de l'agence de l'eau,

Article 1

PROPOSE d'augmenter le montant du plafond pluriannuel de dépenses de 40 millions d'euros, soit un plafond de dépenses révisé de 2 975 M€ pour les années 2019 à 2024. 36M€ supplémentaires sont affectés sur le domaine 2 et 4M€ sur le domaine 3, l'augmentation étant imputée à part égales sur les années 2023 et 2024.

Article 2

PROPOSE par conséquent que les montants inscrits dans la délibération n°2021-36 relative à l'énoncé du 11^e programme d'intervention révisé, modifiés par la délibération n°2022-9 du 30 juin 2022, soient modifiés de la manière suivante :

- INTRODUCTION (page 2) :
 - « Le montant total du 11^e programme ressort à **3 680.9 millions d'euros** » (en remplacement de « *le montant total du 11^e programme ressort à 3 640.9 millions d'euros* »)
 - Modification du tableau des autorisations d'engagement

	Autorisations d'engagement en M€
Aides aux interventions	2 386,0
Primes	330,0
Dépenses courantes intervention/redevances	36,1
Fonctionnement, personnel, immobilisation, régularisations	250,4
Contributions	552,9
France Relance	65,5
TOTAL autorisations d'engagement	3 620,9
Avances remboursables	60
TOTAL PROGRAMME	3 680,9

- CHAPITRE 5 – Equilibre financier du programme
 - « Ce plafond de dépenses est fixé à **2 975 M€** pour les années 2019 à 2024. » (en remplacement de « *ce plafond de dépenses est fixé à 2 935 M€ pour les années 2019 à 2024* »)
- ANNEXES 2 à 5 - les tableaux des annexes 2 à 5 sont remplacés par les tableaux annexés.

Article 3

PROPOSE de permettre à l'agence de l'eau d'accorder des aides en sus des objectifs de son programme d'intervention, dans le cadre des crédits budgétaires affectés par l'Etat à l'agence de l'eau au titre du Fonds Vert, pour des actions contribuant à la renaturation des villes et à la stratégie nationale biodiversité 2030.

Article 4

PROPOSE par conséquent les ajouts suivants dans l'énoncé du 11^e programme révisé :

- CHAPITRE 1 – Conditions générales d'attribution et de versement des aides
 - 1.1 Caractéristiques générales des aides
 - Nature des opérations aidées (page 3) :
 - Ajout d'un complément « Dans le cadre de son programme d'intervention et en sus des objectifs de ce dernier, l'agence de l'eau peut accorder des aides, dans le cadre des crédits budgétaires affectés par l'Etat à l'agence de l'eau au titre du Fonds Vert, pour des actions contribuant à la renaturation des villes et à la stratégie nationale biodiversité 2030. »
 - Dépôt des demandes d'aides (page 4) :
 - Ajout d'un complément « Dans le cadre du Fonds Vert, les demandes d'aide devront être déposées sur le portail national unique « démarches simplifiées. »
- CHAPITRE 2 – Caractéristiques spécifiques des aides par domaine
 - THEME 7 – Préservation et restauration des milieux (LP24)
 - Orientation 5 – Contribuer, en sus des actions relatives à la morphologie des cours d'eau et aux zones humides, à la reconquête de la biodiversité et aux actions relatives aux milieux marins (en application de la directive-cadre stratégie milieu marins, DCSMM), de manière progressive par rapport aux champs déjà couverts (page 20)
 - Ajout d'un complément « En sus des objectifs de son programme d'intervention, l'agence de l'eau peut accorder des aides, dans le cadre des crédits budgétaires affectés par l'Etat à l'agence de l'eau au titre du Fonds Vert, pour des actions contribuant à la renaturation des villes et à la stratégie nationale biodiversité 2030. Les actions éligibles et les modalités d'aides sont définies par une délibération spécifique du conseil d'administration.»
- CHAPITRE 5 – Equilibre financier du programme (page 28)
 - Ajout d'un item dans la liste des recettes de l'agence de l'eau « - La contribution versée par l'Etat dans le cadre du Fonds Vert. »
 - Ajout d'un complément concernant les crédits de l'agence de l'eau hors plafond de dépenses : « Ce plafond de dépenses est fixé à 2 975 M€ pour les années 2019 à 2024. A ce montant s'ajoutent les crédits du plan France relance **et du Fonds Vert**, ainsi que les dépenses hors domaines des lignes 50-contributions et 44-charges de régularisation. »

	2019 (constaté)	2020 (constaté)	2021 (constaté)	2022	2023	2024	2019-2024
Aides aux interventions (LP 11 à 34 hors LP 17)	299 057 915 €	370 982 086 €	423 089 084 €	431 161 304 €	431 842 504 €	429 881 286 €	2 386 014 179 €
Primes (LP 17)	64 556 412 €	55 072 563 €	49 997 626 €	55 000 000 €	52 500 000 €	52 873 399 €	330 000 000 €
Dépenses courantes interventions/redevances (LP 48-49)	5 921 342 €	4 317 756 €	5 206 013 €	7 491 460 €	7 344 200 €	5 827 187 €	36 107 958 €
Fonctionnement, personnel, immobilisation , charges régularisation (LP 41 à 44)	39 132 671 €	34 547 011 €	38 475 349 €	44 364 039 €	53 035 401 €	39 868 045 €	249 422 515 €
Contributions (LP 50)	72 619 063 €	85 993 806 €	96 616 906 €	99 207 906 €	99 207 906 €	99 207 906 €	552 853 493 €
France Relance	0 €	0 €	64 749 137 €	750 488 €	0 €	0 €	65 499 625 €
TOTAL AUTORISATIONS ENGAGEMENT	481 287 403 €	550 913 222 €	678 134 114 €	637 975 197 €	643 930 011 €	627 657 823 €	3 619 897 770 €
Avances remboursables (non budgétaires)	8 982 974 €	9 037 507 €	782 248 €	5 200 000 €	4 720 000 €	31 277 271 €	60 000 000 €
TOTAL PROGRAMME	490 270 377 €	559 950 729 €	678 916 362 €	643 175 197 €	648 650 011 €	658 935 094 €	3 679 897 770 €

	2019 (constaté)	2020 (constaté)	2021 (constaté)	2022	2023	2024	2019-2024
Domaine 0 (LP 41-42-43)	34 291 765 €	32 262 095 €	36 058 518 €	38 363 039 €	48 034 401 €	33 868 045 €	222 877 863 €
Domaine 1 (LP 29-31-32-33-34-48-49)	34 476 050 €	30 318 661 €	36 745 470 €	38 804 412 €	38 484 902 €	36 192 643 €	215 022 137 €
Domaine 2 (LP 11-12-15-25)	78 733 894 €	165 731 653 €	158 963 463 €	139 948 151 €	171 674 688 €	151 948 151 €	867 000 000 €
Domaine 3 (LP 13-16-18-21-23-24)	191 769 314 €	179 249 528 €	232 586 164 €	259 900 201 €	229 027 114 €	247 567 679 €	1 340 100 000 €
Primes (LP 17)	64 556 412 €	55 072 563 €	49 997 626 €	55 000 000 €	52 500 000 €	52 873 399 €	330 000 000 €
Total plafond de dépenses	403 827 435 €	462 634 500 €	514 351 240 €	532 015 803 €	539 721 105 €	522 449 917 €	2 975 000 000 €
Hors plafond (LP 44-50-70-71)	77 459 968 €	88 278 722 €	163 782 874 €	105 959 394 €	104 208 906 €	105 207 906 €	644 897 770 €
TOTAL AUTORISATIONS ENGAGEMENT	481 287 403 €	550 913 222 €	678 134 114 €	637 975 197 €	643 930 011 €	627 657 823 €	3 619 897 770 €
Avances remboursables (non budgétaires)	8 982 974 €	9 037 507 €	782 248 €	5 200 000 €	4 720 000 €	31 277 271 €	60 000 000 €
TOTAL PROGRAMME	490 270 377 €	559 950 729 €	678 916 362 €	643 175 197 €	648 650 011 €	658 935 094 €	3 679 897 770 €

ANNEXE 4: ÉQUILIBRE FINANCIER DU 11ème PROGRAMME (2019-2024)

	2019 (constaté)	2020 (constaté)	2021 (constaté)	2022	2023	2024	Total 2019-2024
DEPENSES DECAISSEES							
<u>Dépenses budgétaires (CP)</u>							
Domaine 0 - Dépenses propres des agences de l'eau	35 996 899 €	34 393 379 €	32 424 595 €	40 879 758 €	45 857 194 €	37 822 789 €	227 374 613 €
Domaine 1 - Actions de connaissance, de planification et de gouvern	30 184 119 €	32 706 318 €	29 880 264 €	39 156 519 €	39 979 583 €	26 900 000 €	198 806 804 €
Domaine 2 - Mesures générales de gestion de l'eau (eau potable et	134 389 037 €	130 625 379 €	174 993 020 €	160 036 000 €	159 941 715 €	147 036 090 €	907 021 240 €
Domaine 3 - Mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodive	158 423 205 €	170 959 237 €	153 941 285 €	223 948 000 €	217 063 480 €	242 535 650 €	1 166 870 857 €
Primes mentionnées à l'article L.213-9-2 du code de l'environnemen	64 556 412 €	55 072 563 €	49 997 626 €	55 000 000 €	52 500 000 €	52 873 399 €	330 000 000 €
Dépenses hors plafond (contributions et régularisation)	77 459 968 €	88 278 722 €	99 033 737 €	105 208 906 €	104 208 906 €	105 207 906 €	579 398 145 €
Plan France relance			25 705 004 €	19 673 500 €	20 121 120 €		65 499 624 €
<u>Dépenses non budgétaires</u>							
- Reversement	0 €	205 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	205 209 €
- Avance de trésorerie (AE AP)				5 000 000 €	5 000 000 €		10 000 000 €
- Avances remboursables	3 730 981 €	7 372 675 €	5 590 726 €	5 200 000 €	4 720 000 €	10 000 000 €	36 614 382 €
- Opérations sur compte de tiers, autres décaissements	20 289 181 €	1 803 143 €	18 297 003 €	-22 621 000 €	-15 974 000 €	-8 000 000 €	-6 205 672 €
TOTAL DEPENSES	525 029 802 €	521 211 416 €	589 863 260 €	631 481 683 €	633 417 998 €	614 375 834 €	3 515 585 202 €
RECETTES ENCAISSEES							
<u>Recettes budgétaires</u>							
- Redevances (déduit reversement)	534 679 316 €	520 900 678 €	551 473 677 €	557 530 000 €	556 073 200 €	557 530 000 €	3 278 186 871 €
- Recettes diverses	2 397 032 €	2 890 141 €	3 122 423 €	1 828 277 €	1 437 782 €	1 450 000 €	13 125 655 €
- Recette fêchée Plan France relance			16 204 600 €	27 892 856 €	21 402 544 €		65 500 000 €
<u>Recettes non budgétaires</u>							
- Retours des prêts et avances	19 503 798 €	14 349 036 €	11 113 061 €	9 543 975 €	9 932 947 €	11 400 000 €	75 842 818 €
-Avance de trésorerie (AE AP)	10 000 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 000 000 €
- opérations sur compte de tiers + autres encaissements	9 035 994 €	466 081 €	2 983 758 €	4 206 380 €	3 026 000 €	1 500 000 €	21 218 213 €
TOTAL RECETTES	575 616 140 €	538 605 936 €	584 897 519 €	601 001 488 €	591 872 473 €	571 880 000 €	3 463 873 556 €
VARIATION DE TRESORERIE	50 586 339 €	17 394 520 €	-4 965 741 €	-30 480 195 €	-41 545 525 €	-42 495 834 €	
MONTANT DE TRESORERIE	147 360 345 €	164 754 865 €	159 789 124 €	129 308 929 €	87 763 404 €	45 267 570 €	45 267 570 €

	2019 (constaté)	2020 (constaté)	2021 (constaté)	2022	2023	2024	2019-2024
Industries	17 287 407 €	12 232 077 €	11 283 649 €	12 200 000 €	12 000 000 €	15 030 000 €	80 033 133 €
Elevage	88 397 €	83 082 €	91 886 €	84 000 €	84 000 €	80 000 €	511 365 €
Total Redevances Pollution non domestique	17 375 803 €	12 315 159 €	11 375 536 €	12 284 000 €	12 084 000 €	15 110 000 €	80 544 498 €
Redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique	255 652 632 €	237 859 969 €	261 037 081 €	266 838 564 €	266 190 000 €	266 190 000 €	1 553 768 246 €
Assujettis à la redevance pollution non domestique	4 451 674 €	3 789 958 €	3 542 178 €	3 800 000 €	4 600 000 €	2 940 000 €	23 123 810 €
Assujettis à la redevance pollution domestique	121 728 317 €	111 714 903 €	116 880 263 €	128 239 436 €	131 309 000 €	128 010 000 €	737 881 919 €
Total Redevances Modernisation réseaux	126 179 991 €	115 504 861 €	120 422 441 €	132 039 436 €	135 909 000 €	130 950 000 €	761 005 729 €
Redevances pour pollutions diffuses sur le bassin	18 484 544 €	11 653 100 €	26 418 308 €	17 600 000 €	17 600 000 €	16 470 000 €	108 225 951 €
Irrigation	4 033 559 €	6 029 418 €	4 972 699 €	4 022 000 €	4 022 000 €	4 820 000 €	27 899 676 €
Alimentation en eau potable	76 451 094 €	84 609 242 €	75 847 843 €	73 873 000 €	75 173 000 €	75 200 000 €	461 154 180 €
Alimentation d'un canal	109 966 €	111 023 €	109 679 €	331 000 €	331 000 €	330 000 €	1 322 668 €
Installations hydroélectriques	15 874 135 €	22 949 539 €	20 761 230 €	15 497 000 €	15 497 000 €	17 850 000 €	108 428 904 €
Refroidissement industriel	15 836 180 €	15 426 835 €	15 266 791 €	20 532 000 €	15 000 000 €	8 058 000 €	90 119 806 €
Autres usages économiques	226 €	69 €	- €	- €	- €	8 152 000 €	8 152 295 €
Total Redevances Prélèvement	112 305 160 €	129 126 127 €	116 958 242 €	114 255 000 €	110 023 000 €	114 410 000 €	697 077 529 €
Redevance pour stockage en période d'étiage	11 790 €	21 121 €	8 416 €	13 000 €	13 000 €	10 000 €	77 327 €
Redevance pour obstacles sur les cours d'eau	139 913 €	147 818 €	- €	- €	- €	- €	287 731 €
Redevance pour protection du milieu aquatique	4 001 016 €	1 896 011 €	1 869 810 €	1 900 000 €	1 900 000 €	2 090 000 €	13 656 837 €
Redevance cynégétique + Droit de timbre	- €	12 048 150 €	12 864 574 €	12 000 000 €	12 000 000 €	11 700 000 €	60 612 724 €
Sous-Total des redevances encaissées (1)	534 150 849 €	520 572 315 €	550 954 407 €	556 930 000 €	555 719 000 €	556 930 000 €	3 275 256 572 €
Majorations de redevances pour retard / défaut de paiement (2)	528 467 €	533 571 €	519 270 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	3 381 308 €
Ecrêtement des redevances reversé au budget général de l'État (3)	0 €	205 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	205 209 €
TOTAL FISCALITE AFFECTEE = (1) + (2) - (3)	534 679 316 €	520 900 678 €	551 473 677 €	557 530 000 €	556 073 200 €	557 530 000 €	3 278 432 671 €